

www.pcf-44.com

La Fédération du Parti Communiste sur le Net :
Gadget, effet de mode ou besoin de développer de nouvelles formes de communication ?

Notre dossier page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 781

3 mars 2005

prix : 0,40 €



*Merci
Jean-Pierre pour le coup
de main, c'est vraiment
efficace.*

*Mais
il n'y a pas de quoi mon
cher Antoine, tu sais que je te
suis entièrement dévoué ainsi
que mes amis...*

Les profits se portent bien en France mieux que
l'emploi, les salariés et les conditions de travail,
l'école et les services publics

L'OREAL + 143% ARCELOR +872%

RENAULT + 55% BOUYGUES + 41%

TOTAL 9 milliards d'euros...

■ LA BATAILLE DU NON

Le NON progresse régulièrement dans l'opinion publique. L'inquiétude grandit parmi les défenseurs du projet constitutionnel

P 2

■ LES LYCEENS CONTRE LA RÉFORME



Les lycéens regardent leur avenir en face et manifestent au nom de l'égalité des chances et des moyens

P 3

■ LA FÊTE SE DÉVOILE

Elle s'annonce déjà forte et combative les 14 et 15 mai à Saint-Nazaire avec la participation de Marie George Buffet

P 8

■ HUMA CAFÉ

Forte participation lors de la dernière rencontre de l'Huma café qui traitait de la guerre d'Algérie

P 6

www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Un NON en hausse

Chaque nouvelle enquête d'opinion confirme une poussée du NON au projet de constitution européenne. Inquiets, les partisans du OUI précipitent leur campagne plus ou moins convaincante à l'exemple des socialistes qui ont trouvé, comme slogan pour leurs grandes affiches " Avec les socialistes de toute l'Europe, dites oui au traité constitutionnel ". Si l'objectif était d'estomper l'essentiel...mission réussie.

Une image brouillée

Quand Jacques CHIRAC, le chef du gouvernement de RAFFARIN va rencontrer Luis ZAPATERO, le socialiste espagnol qui excuse Silvio BERLUSCONI, l'ultra libéral et le chancelier SCHRÖDER le social démocrate allemand tous deux grippés pour clamer ensemble leur volonté de voir gagner le OUI, il y a pour le moins un problème. Le social de droite serait-il à gauche ou celui de gauche à droite?... Il faut, pour le moins, des explications supplémentaires.

Un NON en quelques chiffres

Selon BVA, le NON passerait de 39% en janvier à 42%. Parmi les " gens de gauche " le NON passerait de 34 à 39% et gagnerait particulièrement chez les sympathisants socialistes avec une progression de 9% soit 34% contre 25 le mois dernier.

Un NON sur le concret

Les difficultés pour les défenseurs du OUI de déconnecter le référendum aux enjeux sociaux nationaux sont de plus en plus significatives. C'est ainsi que les salariés des secteurs publics voteraient aujourd'hui à 63% NON alors qu'ils n'étaient que 45%, il y a un mois à se prononcer contre.

Des grains de sable chez les Verts

C'est à une très faible majorité que les Verts se sont prononcés en faveur du OUI à la constitution. Il s'en est fallu d'un cheveu pour que le NON l'emporte. En effet, 52,90% seulement ont rallié les ténors du mouvement qui s'étaient déclarés en faveur du OUI. Après les 40% au Parti socialiste, le NON n'est vraiment pas quantité négligeable à gauche quoi que certains en disent...

Chasse aux sorcières ?

A en croire certaines déclarations de dirigeants socialistes, il ne fait pas bon être en opposition à la majorité du OUI à la constitution au sein du Parti. La partition actuelle ressemble un peu à : " Tu te tais ou sinon on te fait taire ". De là à penser que les nombreux socialistes qui ont décidé de combattre le projet constitutionnel vont rester les deux mains dans les poches... serait un raccourci facile.

Point de vue

par Catherine Rougé



Que met-on dans la mission de service public de l'Education nationale ? L'épanouissement individuel ? Ou bien, comme le veut la droite, l'adaptation du système aux lois du marché, l'échec organisé et l'élimination des moins performants ?

La démagogie du " socle commun " dans la loi FILLON est révoltante :

pour ne parler que du collège, elle exclut les plus faibles, les moins armés, de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive (et oui, vous avez bien lu !), des Arts Plastiques, de la Science et Vie de la Terre et de la technologie !

Et qui va décider de qui a droit à ces enseignements et qui n'y a pas droit ? Les enseignants, qui vivent déjà souvent mal l'échec de leurs élèves ?

Et quels enseignants pour quels élèves, quand on sait l'existence menacée des IUFM, chargées de

la formation des maîtres, aujourd'hui indépendantes des pressions du MEDEF ?

L'institution a déjà appris à nos jeunes élèves à ne plus se révolter. Et, cependant, malgré les portes qui se ferment pour eux, il faut les convaincre qu'ils valent autant que les autres et leur apprendre à se battre avec eux-mêmes. Je pense particulièrement à toutes nos petites jeunes filles convaincues déjà que le bonheur ne se situe pas à l'école... On les retrouvera, bien sûr, dans quelques années, dans ces emplois précaires du commerce ou de l'hôtellerie, livrées, sans esprit critique, à toutes les exploitations. En effet, si les patrons du bassin de Saint-Nazaire s'intéressent beaucoup à la main-d'œuvre masculine, aucun emploi industriel, où l'organisation syndicale est possible, ne répond aux besoins de la main-d'œuvre dite féminine. Autrement dit, les enfants les plus modestes sont cernés : ils n'ont que peu de chance de construire leur avenir.

Oui, l'Education nationale a besoin de changement ! Seuls, dans le champ politique, les communistes ont l'air de s'en soucier. C'est un chantier qu'il faut imposer dans la rue.

Les enfants les plus modestes ont peu de chance de construire leur avenir

Sorinières : Le positif du NON

Une quarantaine de personnes se sont réunies aux Sorinières pour le NON à la constitution, pour un débat organisé par les communistes locaux. Dans la salle, des adhérents de différents partis politiques, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyens qui étaient venus confronter leurs réflexions et leurs analyses sur le texte et sur ses enjeux. Un débat très offensif animé par Pierre RIOU et Michel RICA qui a abordé de façon concrète les questions politiques économiques et sociales du



projet de constitution européenne.

Comment se rassembler largement autour du NON ? Comment créer les conditions réellement possibles de sa victoire lors du prochain référendum ? Comment construire une Europe de progrès social ? Autant de sujets et de questions débattus par les participants qui ne

sont pas restés sans réponse lors de cette première rencontre. Et maintenant ? L'objectif de tous les participants au soir de cette première initiative était de ne pas en rester là et de continuer dans la voie tracée.

Le OUI contrarié du PS

Il est difficile, pour le moment, au Parti socialiste, isolé au sein de la gauche française sur sa position européenne, de mener une bataille offensive pour le projet de constitution. Comment s'expliquer et être compris des Français qui manifestent dans les rues, que son premier secrétaire accoure dans un meeting à Madrid dans les pas du président CHIRAC qui était, quelques heures avant, avec le chef du gouvernement socialiste à Barcelone pour les mêmes raisons. Comment expliquer aux Français qu'une

lecture de gauche du projet de traité amène aux mêmes conclusions que ceux qui à droite, au gouvernement, déploient la politique libérale que nous connaissons et que les salariés et lycéens combattent.

Il y a vraiment, même si le maniement de la langue française permet beaucoup de choses, une partition difficile à mettre en musique pour la direction du Parti socialiste. Mais, ne nous trompons pas, en déplaçant sa campagne vers les autres partis socialistes européens, François HOLLANDE cherche à éviter la politique intérieure qui pourtant à toute chance de le rattraper.

De vous à moi...

De vous à moi.

Je me demande vraiment si Patrick DEVEDJIAN, ancien jeune activiste fascinant des rangs du groupe d'extrême droite " occident ", et aujourd'hui Ministre de la République bien calé dans les rangs de l'UMP, n'aurait pas tendance à vouloir prendre les Français au minimum pour des imbéciles... Je m'explique :

1°) l'Europe ouvre totalement ses frontières au prêt à porter chinois, avec la bénédiction de toutes les forces politiques qui soutiennent le OUI et qui sur le sujet, sont bien discrètes.

2°) : ledit Ministre de l'Industrie, cogite sur une solution miracle et libérale pour que notre industrie nationale de l'habillement déjà moribonde, ne sombre pas totalement.

3°) : Il propose l'ouverture des commerces de prêt-à-porter le dimanche pour vendre... Pour vendre quoi au fait, si ce ne sont les produits importés très légalement de Chine et qui demain vont noyer le marché...

D'une pierre, deux coups pour la bande à RAFFARIN-CHIRAC. On donne le coup de grâce à l'industrie textile française et on réussit enfin à ouvrir les commerces, le dimanche. Voilà le libéralisme dans toute sa splendeur...

Y.C.

VITE LU
VITE DIT

Lycéens : la question de l'école est posée !

Lycéen 1 Fillon 0

Plan BORLOO

La presse locale fait gorge chaude des annonces du Ministre de la "cohésion sociale" concernant la mise en œuvre du fameux plan BORLOO sur notre département. Crédits, financement de nouveaux logements sociaux, développement de l'apprentissage... mais aucune référence sérieuse à la situation réelle sur notre département. Si le Ministre tente de nous familiariser avec ses effets d'annonce, nous ne tomberons pas dans le piège qui lui est coutumier et qui consiste à déclarer et ensuite disparaître du paysage.

François FILLON est de ces ministres qui ne renoncent pas. Le souvenir encore présent du saccage du système de retraites, le voilà qui s'attaque à l'école. Deux réformes, une seule logique : dépenser moins et mieux répondre aux exigences du patronat. Sous son brushing de gaulliste social se cache un véritable libéral. Les lycéens, eux, ne s'y sont pas trompés. Les premières manifestations de Janvier (dont 3 500 lycéens dans les rues de Nantes), diffuses et spontanées se sont transformées en véritable raz-de-marée anti FILLON avec plus de 100 000 lycéens mobilisés le 10 février dans toute la France. Et le Ministre a eu beau employer un ton paternaliste et professoral en exhortant les lycéens à retourner en cours dès lors qu'il avait reculé sur la



réforme du bac, rien n'y fait, les lycéens ne désarment pas. Et pour cause : le projet de réforme de FILLON entreprend tout simplement de remodeler l'enseignement aux exigences du marché. Ainsi, il faudrait "sortir de cette logique de remplacement des fonctionnaires qui partent à la retraite". Ainsi, l'orientation précoce constitue une véritable atteinte à la mission première de l'Education nationale. Ainsi, le

socle minimum de connaissances correspond à un véritable SMIC culturel permettant la sortie du système éducatif. Bref, il s'agit d'un véritable retour à l'élitisme, motivé par une ambition minimale pour les jeunes tous justes bons à devenir des employés bien dociles. C'est de cet avenir là que les lycéens ne veulent pas. Devenant insultant, le Ministre leur répond qu'ils sont mal informés et qu'être contre

ne suffit pas. C'est oublier que l'UNL comme le Mouvement Jeunes Communistes ont établi des propositions pour une autre réforme basée, celle-ci, sur l'égalité des chances et la citoyenneté au lycée.

Alors, FILLON tente de gagner du temps et veut avancer les débats parlementaires, espérant que les vacances scolaires de février mettront un terme au mouvement. C'est sans compter avec la combativité des lycéens déterminés à reprendre le mouvement de plus belle à la rentrée. Une journée de mobilisation est déjà prévue pour le 8 mars. Elle prendra place, 2 jours avant les manifestations de salariés, dans le mouvement massif de rejet des orientations ultra-libérales du gouvernement RAFFARIN et, par extension, dans la volonté de construire une Europe qui réponde enfin aux intérêts des populations. Elle passe par une école qui permette à la jeunesse de maîtriser son avenir, les lycéens mobilisés y contribueront.

SANTÉ Les Briérons haussent le ton.

La salle des Fêtes de Saint-Joachim était comble le 14 février. Près de 200 personnes avaient répondu à l'invitation de Marc JUSTY pour donner leur avis sur le projet de centre d'accueil et de permanence de soins (CAPS) proposé par le Conseiller général, le Maire de droite de Pontchâteau.

"La santé et la protection sociale sont de la responsabilité de l'Etat"

affirmait le Maire rappelant la responsabilité des gouvernements qui se sont succédés et refusant tout nouveau transfert de charges vers les collectivités territoriales.

Le CAPS de Pontchâteau serait ouvert en dehors des heures de consultation chez le médecin traitant habituel, après avoir impérativement appelé le 15. Subventionnés, la mise en place et le fonctionnement du

Centre auront un coût pour le contribuable local, 50 centimes d'euros par habitant seront réclamés à chacune des 21 communes participantes.

Dans la salle, l'ambiance est électrique. "Avec ce centre, ce n'est plus le médecin qui va chez le malade mais le malade qui va chez le médecin". "On paiera le même prix qu'une visite à domicile, le déplacement sera à notre



charge en plus de l'euro non remboursé". La responsable régionale de la CPAM explique que passer par le 15 "permet de libérer des médecins sur utilisés, de repérer les actes utiles et ceux qui ne le sont pas". Là où il existe un CAPS précise t'elle "le nombre des actes a considérablement baissé ce qui a permis de faire des économies". Tollé dans la

salle "Comment puis je savoir quand je suis malade si c'est grave ?". "Nous habitons en Brière parce que nous tenons à une qualité de vie. Vous fermez les bureaux de poste, les écoles, les services publics, demain nous n'aurons plus de médecins...vous voulez que l'on quitte la campagne pour aller vivre mal en ville, que la délinquance explose et vous oblige à recruter des policiers ?" Pendant près d'une heure et demie la salle refuse "de s'adapter à une nouvelle dégradation de la situation". Alors la responsable de la CPAM lance son dernier argument :

"Nous ne sommes pas des ministres, nous ne sommes pas des députés, ils ont décidé, nous devons chercher une solution". "Nous ne sommes pas des ministres, nous ne sommes pas des députés mais nous allons leur dire deux mots lors de la prochaine consultation électorale" conclut un électeur en colère sous les applaudissements du public.

charge en plus de l'euro non remboursé". La responsable régionale de la CPAM explique que passer par le 15 "permet de libérer des médecins sur utilisés, de repérer les actes utiles et ceux qui ne le sont pas". Là où il existe un CAPS précise t'elle "le nombre des actes a considérablement baissé ce qui a permis de faire des économies". Tollé dans la

L'Hôtel Dieu en direct

La série de documentaires filmés à l'Hôtel Dieu de Nantes par les équipes de France 3, avaient un caractère de vérité, d'humanisme et faisaient percevoir toutes les difficultés dans lesquelles se trouvent plongés quotidiennement les malades et les soignants dans un grand ensemble hospitalier. Outre les moments émouvants de la vie de l'hôpital, le mérite de ces émissions télévisées aura été de montrer à quel point il est urgent de développer les capacités et les moyens de l'hôpital public quoi qu'en dise le projet de traité constitutionnel européen.

Toujours l'Erika.

Alors que l'actualité fait la une sur les profits record de Total avec 9 millions d'euros nets, les suites du naufrage de l'Erika continuent à alimenter le débat

C'est ainsi que du côté de La Turballe, le ton monte au sujet des taux et des montants des indemnités. Le maire PS de la ville dans une déclaration s'en prend à l'avenant JOSPIN qui n'a pas été respecté. "Il manque, selon le maire de La Turballe, quasiment 10 millions d'euros, or précise t'il, 10 millions ce n'est pas une paille". Enfin, pour l'élu, les subventions censées être destinées aux communes touchées par la marée noire ont été versées de façon discutable car 15% seulement d'entre elles ont été aux communes des côtes de Loire-Atlantique...

Et pendant ce temps là, Total tranquillement remplit en toute impunité son tiroir caisse...

La presse demain

Tout semble se précipiter sur le rachat du pôle ouest de la Socpresse par Ouest France. Des inquiétudes sur l'avenir grandissent parmi les personnels des titres en voie d'être racheté. Les premières difficultés apparaissent au niveau de petites éditions, ça et là. Dans le même temps, le ton monte devant cette nouvelle concentration de la presse et sur le déséquilibre flagrant du pluralisme qu'il implique.

Sans connaître encore le contenu exact de l'accord entre Dassault et Ouest France, l'avenir des différents titres, du FCNA et des nouvelles chaînes de télévision locales est plus que jamais d'actualité. Le paysage médiatique local risque de profondément évoluer dans les prochains mois et ceci à coup, faut-il le rappeler, de dizaines de millions d'euros (on parle de 60 millions d'euros). A suivre.

www.pcf-44.com

La mise en ligne du site n'est qu'un début



La création du site PCF-44 correspondait à un besoin évidemment plus profond que celui de céder à une mode. Ce projet collectif ne s'arrête donc pas avec la mise en ligne début 2005. En fait, c'est même plutôt là que tout commence.

Nouvel outil

Il s'agissait d'abord de s'adapter et de répondre aux nouvelles façons de s'informer qui se démocratisent rapidement. Avec le déploiement du (très) haut-débit (ADSL), le nombre des internautes

augmente chaque jour. Près de la moitié des foyers sont équipés. Ils adoptent de nouvelles manières de s'informer, avec recours immédiat et direct aux sources disponibles. Sauf à être vite marginalisés, c'est à nous de faire l'effort d'y répondre.

Autonomie

Ensuite, il convenait de se doter d'un complément désormais indispensable aux autres formes de communication, qui nous sont plus habituelles, mais sans pour autant s'y substituer aucunement : tracts, affiches, NLA, etc. Car il y a des plus. Le site nous donne une autonomie, une indépendance, une réactivité d'expression et d'édition, face aux formes classiques d'infos, presse et médias qui, on le sait bien, ne

nous aident guère, par un silence qui vaut souvent censure. Nous voulons donc utiliser au mieux cet outil d'une meilleure maîtrise de notre propre communication.

Visibilité

Enfin, c'est aussi une manière de donner plus de visibilité au Parti et à son activité. Celle de ses militants locaux, de ses élus, dans les

actuel, qui est certes encore à améliorer, une visite du site donne déjà un peu mieux à voir la richesse et la diversité de la vie du Parti en Loire-Atlantique. A nous de faire en sorte que, dans cette mise en ligne permanente, il s'y trouve le moins possible de manques, de lacunes. Cela dépend de chacun d'entre nous.

Pour cela, il nous est indispensable d'acquiescer collectivement de nouveaux réflexes, par un travail en réseau, de collaborateurs et de correspondants réguliers et/ou occasionnels. Pour que le site PCF-44 soit bien, à chaque instant, une vitrine au plus près de l'activité réelle du Parti dans le département.

Le site donne une autonomie, une indépendance, une réactivité d'expression

diverses collectivités où ils sont présents : Région, département, intercommunalités et communes. Pour commencer, aux yeux des camarades eux-mêmes. En l'état

Les principales rubriques du site

L'agenda

Les campagnes en cours

Dernières déclarations

Dossiers thématiques

Les élus communistes et républicains (ADECRA)

Histoire, culture & idées

Jeunes communistes

Liens Internet

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Rejoignez-nous

La vie du Parti

Vie locale et contacts

Jean Yves MARTIN :

Un site militant et évolutif, un choix et des perspectives pour le site PCF 44

Nous avons posé 3 questions à Jean Yves MARTIN qui a contribué à la création du site de la Fédération du Parti Communiste de Loire-Atlantique.

1 - Choix techniques ?

Au-delà d'un style graphique délibérément épuré, l'équipe de pilotage a opté pour une plateforme collaborative [SPIP], remarquable par sa simplicité d'utilisation, sans langage ni code complexes.

D'où un site de nouvelle génération, moins institutionnel que militant. Nous avons voulu alléger au maximum les difficultés et toutes les craintes éventuelles des rédacteurs potentiels. Nous travaillons désormais à la mise en place d'un organigramme et d'une charte de rédaction, ainsi qu'à l'organisation d'un petit cycle de formation pour les rédacteurs.

2 - Quelles orientations ?

Faire évoluer le sommaire des rubriques, en l'adaptant à des attentes nécessairement évolutives. Au titre de l'interactivité et pour la réactivité, le site comporte déjà contacts, coordonnées, courriel, pétition...

Mais nous voulons développer les forums, sur des thèmes spécifiques, en essayant d'éviter tout dérapage défolatoire général, souvent observé ailleurs, mais sans grand intérêt.

3 - Les perspectives ?

Un site sans visiteurs ne sert pas à grand chose. Il s'agit donc d'en consolider la fréquentation, en la fidélisant. Par la mise en place d'une liste de diffusion, adresses mails pour y envoyer régulièrement les principales mises à jour. Nous travaillons également au référencement du site sur les principaux moteurs de recherche comme : google, yahoo, MSN. Un travail de longue haleine, qui ne portera pleinement ses fruits que d'ici quelques mois, pas avant...



Ils ont dit :



Yvon RENEVOT, militant communiste de Saint-Nazaire.

Le site de la Fédération du Parti est un très bon outil coloré, facile pour prendre des articles et les faire circuler par mail à tous ceux avec qui on travaille, par exemple sur le NON de gauche au traité constitutionnel européen.

On a plaisir à l'ouvrir et à le découvrir. Cette nouvelle forme de communication nous permet également d'être en direct

avec la Fédération ce qui est un avantage extraordinaire par rapport au passé. Je prends deux exemples : si la fédération ou une section du Parti prend une initiative, nous en sommes immédiatement informés, si une déclaration est faite, nous pouvons tout de suite en disposer. C'est la même chose à propos de toutes les réunions ou initiatives qui sont décidées dans le département et qui deviennent dans l'instant, connues.

Jean GAUTIER, militant d'ATTAC

Ce site paraît agréable. On y navigue facilement et les rubriques offrent un éventail assez large, avec un contenu excellent pour y chercher des infos qui tiennent la route, même s'il n'est pas encore trop étoffé. Mais ça viendra. L'important, c'est d'y trouver ce qui colle bien au local et au régional.

Le genre de sites qu'il faut développer au moment du renforcement de la mainmise du grand groupe régional de presse sur les médias écrits et audiovisuels, pour disposer d'infos alternatives. Concernant la campagne en cours sur le traité européen, on y retrouve, de façon claire, des arguments solides pour tous ceux qui militent en faveur d'un NON de gauche au prochain référendum.

Prenons note...

Emissions de CO2

Les transports sont à l'origine du tiers des émissions de CO² constituant ainsi le secteur le plus émissif...

Frets :

☛ intérieur
Routes 79% Fer 13% Fluvial 2% Oléoducs 6%

☛ échanges européens :

Route 55% Mer 24% Fer 7% Fluvial 5% Oléoducs 8% Avion moins de 1%

Voyageurs :

☛ Route 55% Ferroviaire 9% Auto-bus - cars 5% Avion 1%

... Et le dumping social entend y faire la loi !



Environnement

L'environnement victime de l'austérité budgétaire.

Le titre ci-dessus est celui d'un communiqué de l'AFP. Le budget 2005 du ministère de l'Ecologie est en baisse de 3,6% par rapport à 2004. Il ne représente que 0,28% du budget national. L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) voit sa dotation du ministère tomber à 63 M€ contre 100 en 2004.

5 priorités définies par le Ministère de l'Ecologie pour 2005 :

- Lutter contre le changement écologique,
- Préserver la biodiversité,
- Rénover la politique de l'eau,
- Prévenir les risques technologiques et naturels, et limiter les pollutions,
- Promouvoir le développement durable.

Kioto

Le protocole de Kioto, 1er instrument international contraignant en matière de lutte contre le changement climatique, est entré en vigueur le 16 février 2005, impliquant 141 Etats. Les Etats Unis, premiers pollueurs, ne l'ont pas signé.

Energie verte

Les récentes statistiques produites par le Syndicat des Energies Renouvelables (SER) sont particulièrement alarmantes. La France est en effet loin de pouvoir respecter ses engagements européens de porter à 21% la part d'énergie renouvelable. Alors qu'elle représentait 18% en 1990, cette part n'a cessé de se réduire pour atteindre seulement 13,5% en 2003.

Vente d'armes

La France est le 3ème exportateur d'armes derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, avec 12% du marché mondial et une moyenne annuelle de 5 milliards € de commandes depuis 1994.

Ces 3 pays représentent "plus des 3/4 des exportations mondiales de l'armement", "avec la Russie et l'Allemagne, plus de 90% du commerce mondial est couvert" "près de la moitié de la dépense mondiale d'armement est réalisée aux Etats-Unis". Source : Ministère de la Défense, dernier rapport au Parlement.

Psychiatrie : discipline sinistrée

A Nantes, la situation de la psychiatrie s'est fortement dégradée depuis plusieurs années. La fermeture d'un service en 1999 conjuguée à une demande de soins croissante et diversifiée, a généré une dégradation des conditions d'accueil et d'hospitalisation.

Les services d'urgences sont souvent saturés et les délais d'attente s'allongent. Par manque de place dans le service géographique prévu, les admissions s'effectuent hors de celui-ci, ce qui crée une discontinuité dans les prises en charge. Pour accueillir un malade, il faut souvent en déménager plusieurs autres de leur chambre, y compris en pleine nuit. Dès qu'un lit est libéré, il est aussitôt réoccupé et à défaut de place, des admissions sont différées. Les chambres de soins intensifs (isolement) sont aussi utilisées par des patients non concernés par cette médication. Les lits des patients en permission (week-end) sont parfois utilisés en attente de place vacante.

Par contre, des patients restent hospitalisés en attente de structures intermédiaires appropriées.

Le manque de personnel et les conditions de travail ne permettent pas l'élaboration d'un vrai projet de soins. Les patients mis en sortie d'essai ont de grandes difficultés de réintégration. Les incidents et situations de violence mettant en danger les professionnels et des malades sont fréquents.

La rénovation des locaux, annoncée comme une priorité et prévue en 2002 n'a pas encore débuté.

Le plan "Santé Mentale" de Douste-Blabra n'est que démagogie. Il propose des mesures pour les seuls médecins en négligeant les autres professionnels. Bien sûr, il recherche la privatisation aux dépens de l'hôpital public qui conservera toujours la psychiatrie lourde jugée non rentable.

Danielle Poitevin



La lutte contre le sida

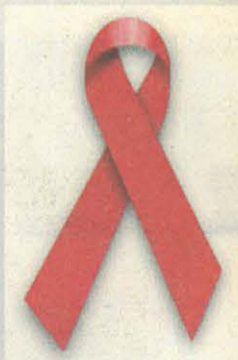
La droite face au SIDA : "Encore des mots, toujours des mots, ... rien que des mots"

Ces paroles de Dalida reflètent parfaitement ce que suscite aux acteurs de la lutte contre le SIDA, le fait que le gouvernement ait proclamé cette maladie "grande cause nationale 2005".

En effet, cette prise de conscience de l'évolution inquiétante de l'épidémie (42 000 000 de personnes vivent actuellement avec ce virus dont 150 000 en France ; 4 800 000 nouveaux cas en 2004 dont près de 6 000 en France ...)

pourrait être jugée positive, mais ce serait oublier que nos dirigeants actuels sont des habitués de l'annonce non suivie d'actions concrètes sur le terrain. Qui s'est rendu compte que la fraternité était "grande cause nationale 2004" ? Personne ! Et les exemples ne manquent pas : songeons à l'assistance aux personnes âgées ou handicapées, aux questions du logement...

Lorsque l'on observe la manière dont la maladie a été considérée par les pouvoirs publics depuis 2002, on sort convaincu que ni la prévention ni l'aide aux victimes du SIDA, ne sont des priorités pour



cette droite en revanche peu avare de discours compatissants. Outre la réduction des financements alloués à la recherche, on peut noter : le choix d'une politique de santé discriminant les précaires (instauration du forfait de 1 euro par consultation, démantèlement de l'AME...) ; l'absence de grande campagne de prévention ; la mise en place de lois très répressives (par exemple envers les prostitué(e)s) compliquant le travail des associations sanitaires et sociales ; au niveau mondial, les engagements de CHIRAC restés de belles promesses... Et la liste est longue !

Il est intolérable que l'on ferme les yeux sur ce fléau qui nous menace tous et ravage la vie de millions de gens. Alors, messieurs les gouvernants, assez de mots, des actes !

Bruno Harzelaie

Moisdon La Rivière :

500 manifestants pour la création de "L'Ecole Publique"

100 ans après la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il existe toujours dans notre département des communes qui n'ont pas d'école publique.

La persévérance des familles, des militants laïcs, des élus qui ont pris fait et cause pour la création d'écoles publiques, gagne du terrain. Les

villes de Vay, d'Abbaretz, d'Erbray vont engager des travaux, les villes de la Meilleraye de Bretagne et Soudan ont elles restructuré leurs écoles publiques.

Par contre, l'école publique fait toujours peur aux élus de Moisdon la Rivière.

Actuellement, il existe un grand espace qui regroupe les terrains de sport, la cantine communale, le pôle petite enfance " l'école privée catholique " et des terrains communaux libres.

La mairie a fini par accepter le principe qu'il y ait une école de la République, mais à l'autre bout de la commune, isolée et proche d'une route à fort trafic.

La manifestation, à laquelle le Parti communiste avait appelé à participer, avait l'ambition d'exiger que la municipalité revienne sur sa décision et construise l'école que plus de 60 jeunes élèves de Moisdon attendent, sur le nouveau site répondant à cette attente.

Nouvelle journée d'action syndicale

Après le succès du 20 janvier et du 5 février les syndicats ont décidé un nouveau temps fort le jeudi 10 mars. La CGT, FO et la CFTC ont appelé les salariés à se mobiliser pour les salaires, le temps de travail, contre les dérèglements et le chômage. La CFDT se joint à l'appel après avoir dans un premier temps réservé sa réponse déclarant qu'elle souhaitait privilégier une journée d'action dans le secteur privé. Quoiqu'il en soit, des initiatives se décident dans différentes branches et notamment chez les cheminots.

Événements, culture, idées.

L'huma-café fait salle comble à Nantes Soirée émouvante sur la torture en Algérie



Moment fort au Lieu Unique, vendredi 11 février, où le 6ème Huma-café recevait, pour une rencontre-débat animée par C.SILVESTRE, Simone de BOLLARDIÈRE et trois anciens du Grand Séminaire de Nantes, M.BAUVINEAU, H.DEMANGEAU et P.TEMPLIER, "rappelés" d'Algérie en 1956.

Rappelés

A leur retour, ils rassemblent les faits de leur vécu. Leurs "Documents sur l'Algérie", en février 1957, décrivent la désespérance des rappelés, leur perte de discipline et de valeurs. Ils dénoncent les dérives de la "pacification". **"Tout ce qu'on décrit, ce n'est pas la torture, dit l'un d'eux, c'est le terreau sur lequel elle ne peut que naître. Mais à l'époque, leur initiative se**

heurte au silence. Les destinataires", de la mouvance catholique, ne répondent pas. Seuls "Les Temps Modernes" de Sartre, en publiant des extraits en Juin. Déçus, ils rangent alors tout ça : **"on s'est renfermé sur nous-mêmes ; personne ne s'interposait pour empêcher quoi que ce soit !"**

Questions

Les invités de L'Huma-café s'interrogent : comment des jeunes de 20 ans en arrivent-ils pour certains à participer à ces faits horribles ? Comment, en un mois, peuvent-ils devenir à ce point inhumains ? Comment des officiers supérieurs, des héros de la Libération, ont-ils pu s'engager dans une voie aussi terrible ?

Et, là, on pointe la responsabilité du pouvoir politique de l'époque. Pour sauvegarder l'empire - alors que partout dans le monde la décolonisation était engagée - il demande des "résul-

Comment à 20 ans, certains en arrivent-ils à participer à ces faits horribles ?

tats" aux militaires. D'où cette évidence : le problème de fond n'est-il pas celui des guerres coloniales, où il n'est toujours question que d'éradiquer "une poignée de rebelles" ?

Témoins

Ce récit poignant suscite beaucoup d'interventions. Comme celle de cet Algérois, lui-même torturé, dont le père, ancien officier de l'armée française, a été

sauvagement maltraité pendant plusieurs mois et jeté en mer, enfermé dans un sac. Il dit sa colère et sa souffrance. Le tortionnaire était, il y a peu, un des hauts responsables de l'état-major. D'où cette réflexion : **"le racisme en France continue à proliférer sur le terreau pourri du colonialisme"**. Et aussi celle-ci : **"c'est l'Etat qui doit être condamné"**. Des témoignages vécus du côté algérien comme du côté français : des mots simples, parfois soigneusement rédigés sur un cahier d'écolier. L'émotion l'emporte, qui touche l'assistance.

"Il ne faut pas lâcher le morceau" conclut Charles SILVESTRE, parce que le travail de vérité doit continuer de chaque

côté de la Méditerranée. Sans tabou, parce que la prise de conscience est un combat. Parce que c'est un devoir de simple humanité que de reconnaître que cette guerre, vouée d'avance à l'échec, a été inutile. Qu'elle a été meurtrière, blessant ici et là-bas les corps et les esprits, et qu'à fuir ses responsabilités on finit toujours par être rattrapé par l'Histoire.

J-P Landais

Coup de cœur

La torture aux aveux

"L'appel des 12" pour la reconnaissance de ce crime d'Etat en Algérie

La France a torturé en Algérie. La "torture française" était déjà dénoncée comme un système appliqué sous l'autorité de plusieurs gouvernements. Elle a fait école jusqu'en Amérique latine. Elle est aujourd'hui admise par des généraux eux-mêmes. Ce crime d'Etat,

n'est pourtant toujours pas reconnu officiellement. Qui ne condamne pas le forfait, autorise son retour !

En octobre 2000, dans L'Humanité et sur France-Inter, douze témoins, Henri ALLEG, Josette AUDIN, Simone de BOLLARDIÈRE, Nicole DREYFUS, Noël FAVRELIÈRE, Gisèle HALIMI, Alban LIECHTI, Madeleine REBERIOUX, Laurent SCHWARTZ, Germaine TILLION, Jean-Pierre VERNANT, Pierre VIDAL-NAQUET, appellent l'Etat français à faire la vérité, toute la vérité et à répondre enfin de ses actes.

Au fil d'entretiens accordés à L'Humanité, rassemblés et préfacés par Charles SILVESTRE pour le cinquantième anniversaire de l'insurrection algérienne, ils racontent, expliquent et dévoilent les non-dits de la mémoire nationale. Un document de pleine actualité, indispensable à la connaissance de ce "mal absolu".

* Ed. Au diable Vauvert, 2004, 110 pages 10€ (disponible à la librairie Vent d'Ouest à Nantes).



Une lecture salubre

Ce petit livre ne nous apprend rien que l'on sache déjà. Mais sa force réside dans la présentation des arguments et la justesse des mots. Son auteur, J. K. GALBRAITH, ancien professeur à Harvard, ardent démocrate, ne se fera pas que des amis. A 96 ans, cet intellectuel s'en prend aux justifications du système ultralibéral. "J'ai consacré ma vie professionnelle à l'économie, écrit-il. Cette longue période m'a appris qu'il existe une divergence permanente entre les idées admises et la réalité."

En moins de 90 pages, voilà démontés les mensonges de l'économie dominante, ses nouveaux "chiens de garde" démasqués et épinglés.

Ou comment manipuler l'opinion et les pouvoirs publics avec des expressions technocratiques qui ne veulent rien dire. Sa démonstration est jubilatoire, il montre ainsi - avec un humour très "british" - que l'expression "économie de marché" ne veut rien dire !... Qu'on peut tout lui faire dire et justifier en son nom n'importe quelle décision économique. Les politiques de réduction d'impôts qui profitent essentiellement aux riches. La destruction des secteurs publics au nom de la concurrence "non faussée" ! Une lecture de grande salubrité publique.

* Les mensonges de l'économie, Grasset, 2004, 9 euros.

Lire

Altermondialistes ?

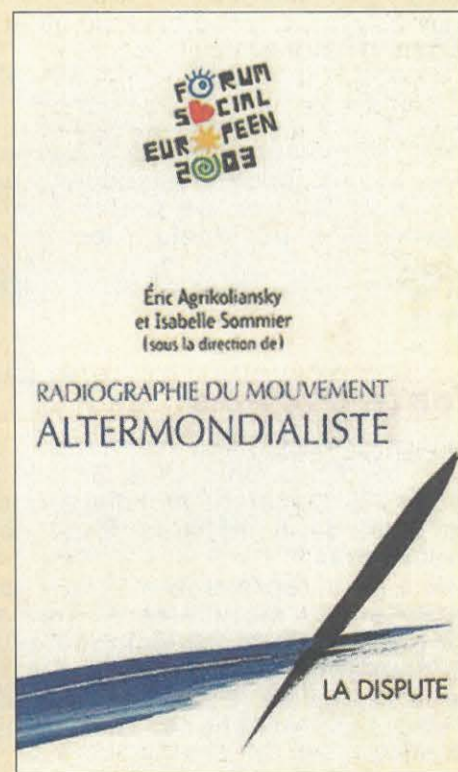
Qui sont les altermondialistes ? Comment s'organisent-ils ? Que revendiquent-ils ? Ce livre tente de répondre à ces questions à partir de la vaste enquête que les auteurs, politistes et sociologues, ont réalisée au cours du second Forum social européen, qui s'est déroulé en région parisienne, en novembre 2003.

Grâce à ces données exceptionnelles, les auteurs présentent l'altermondialisme tel qu'il est et se fait. S'attachant à la préparation, au déroulement de l'événement et à son traitement par les médias, ils éclairent la place et le rôle que joue ou peut jouer cette nouvelle forme de

mobilisation et de revendication, au niveau national aussi bien qu'international.

Ils permettent de saisir les motivations et les aspirations des militants dont ils brossent le portrait sociologique, politique et idéologique. L'émergence de revendications communes rajeunissant partis, syndicats et associations, en même temps que la formation de nouvelles lignes de conflits, mettent en cause les habitudes et les clivages politiques.

Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen Auteurs coll., Ed. La Dispute, 2005, 318 p., 29€.



Près de vous

Donges

Pour une ville hors AGCS

Au cours de la dernière séance du Conseil, Alain CHAZAL est intervenu pour souligner que l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) faisait courir de graves dangers à sa commune puisqu'il préconise la libéralisation de tous les services. **"Déjà de nombreuses communes de notre pays et même de notre région comme la ville voisine de Trignac se sont inquiétées de ces dispositions"**. Fin de non recevoir de la municipalité qui reproche à l'opposition de davantage se préoccuper de Bruxelles que de la commune dont ils sont les élus.

Expulsions

Agir dès le 15 mars

Le ministre BORLOO propose un "pavillon" à 100 000€ à chaque locataire HLM mais les expulsions recommencent le 15 mars ! Sur ce problème, une délégation de l'ADECR a rencontré la CNL 44 pour agir et s'opposer à cette pratique moyenâgeuse. Guy BERNARD, Président départemental de la CNL, est intervenu auprès du préfet et des élus du département pour que des solutions dignes de notre temps puissent être proposées aux familles en difficulté. De son côté, Jean Louis LE CORRE, Vice président du Conseil général, soutient ces initiatives et envisage d'intervenir. Les élus communistes seront de son combat

La Baule

Gérard Denoyelle a de la mémoire

La municipalité de La Baule vient de décider de débaptiser l'avenue des Evens pour lui donner le nom d'Olivier GUICHARD. Gérard DENOYELLE a été le seul élu du Conseil municipal à s'élever contre cette décision. Gérard qui n'a pas la mémoire courte, s'est prononcé ainsi en solidarité avec les contribuables locaux qui subissent encore les conséquences du scandale financier de l'ancien SIVOM dont Olivier GUICHARD était le Président.

GDF

Réseau dangereux

Alertés par des représentants du personnel de GDF de la présence à Nantes de 23 km de fonte grise cassante potentiellement dangereuse (45 km dans le département), les élus communistes ont interpellé la municipalité à l'occasion du Conseil municipal. Suite à une rencontre avec la municipalité, GDF s'est engagée à remplacer l'intégralité de ces réseaux avant 2007.

L'activité

■ PAYS DE LA LOIRE :

Philippe DENIS propose de réformer l'impôt

Dans le débat d'orientations budgétaires Philippe DENIS a dénoncé les **"multiples réductions d'impôts consenties aux grandes entreprises ou aux contribuables les plus fortunés sans que cela ait le moindre effet sur le développement de l'emploi"**.

Le Président du groupe des élus communistes a montré que, quand il était aux responsabilités le couple FILLON-BACHELOT avait appliqué ces orientations frappant **"directement les gens au porte monnaie"**, choisissant, par exemple, d'augmenter de 37% en un an, la taxe sur les cartes grises.

Malgré les difficultés, la Région met en place **"la gratuité des manuels scolaires"**, une **"nouvelle politique en faveur du développement des territoires"** et supprime **"la taxe sur les permis de conduire"**.

Les choix budgétaires 2006 devront, selon l'élu communiste **"confirmer et amplifier ces orientations"**. Il propose que s'engage partout **"le débat d'une réforme de la fiscalité pour une meilleure justice fiscale sociale, solidaire au niveau national et entre les Régions et les territoires"** et fait des propositions concrètes : **"étendre la base d'imposition de la Taxe Professionnelle aux actifs et produits financiers des entreprises... En matière d'emploi... la mise en place d'un dispositif nouveau d'attribution et d'évaluation des fonds publics régionaux accordés aux entreprises."** Au plan fiscal, il propose **"de ne pas anticiper les transferts de charges qui n'interviendront pas en 2005."**

■ MONTOIR DE BRETAGNE

Commune "hors AGCS"

Vendredi 25 février, le Maire, Michèle LEMAITRE, a déclaré sa commune "hors AGCS".



"Ce qui se passe aujourd'hui, c'est comme un coup d'état au ralenti" a déclaré Daniel LE BARILLEC. **"J'exagère ?"** demandait-il à l'Assemblée. **"L'Accord Général sur le Commerce et les Services entend faire commerce de tout... L'éducation, la santé, l'eau, l'électricité, les livres, les films, la radio, la musique, les services municipaux... Tout serait privatisable"**

Dans ces conditions, que le Conseil municipal de Montoir décide de déclarer la commune "hors AGCS" paraît aux élus du groupe communiste et républicain **"un acte fort, un acte de résistance, un acte de désobéissance salutaire comme doivent savoir en produire parfois des élus du peuple"**.

■ LA CARÈNE

Le Versement Transport augmente

Christian SAULNIER s'est félicité, après le long conflit de novembre et décembre derniers, que les premiers mots de la déclaration d'orientations budgétaires de la Communauté d'agglomération concernent le **"mouvement social"** des sociétés de transport et **"la nécessité de tenir les engagements pris dans le protocole d'accord..."**. Cette augmentation, les élus communistes la demandait depuis deux ans car la contribution exigée par la Carène est une des plus faible (1%) des Pays de la Loire.



■ BESNÉ

Claude AUFORT et le bas de laine du Maire.

Lors du dernier Conseil municipal de Besné, face à Alain PENY (UDF) en verve, l'opposition municipale a donné de la voix sur le budget 2005. Claude AUFORT s'est élevé contre un excédent financier qu'il juge trop important et préjudiciable à la vie de la commune. **"Cette réserve, qui se déprécie avec l'inflation et ne rapporte qu'à l'Etat (du fait des règles administratives), réduit d'autant les services proposés aux Besnéens"**. Par ailleurs, les Conseillers de l'opposition désapprouvent la pratique du recours systématique à la sous-traitance pour un certain nombre de services d'entretien et demande à la municipalité **"d'embaucher des employés municipaux"**. Les 4 Conseillers de l'opposition ont désapprouvé le projet de budget qui leur était présenté

■ NANTES

Roms: Les élus communistes solidaires

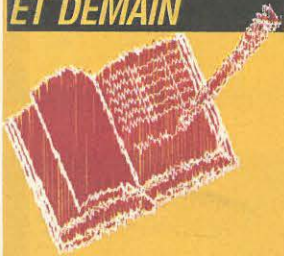
Expulsées de Bouguenais, une trentaine de familles Roms se sont installées, depuis des mois, sur le terrain de la Souillarderie. La municipalité est restée silencieuse, refusant de sécuriser le terrain, le camp étant "provisoire". Le 4 février, en son nom, un huis-sier, est venu demander aux familles de partir avant le 18. Sur place, Claude CONSTANT a réaffirmé la solidarité des élus communistes. Dans un courrier au maire, il a demandé que l'association Roms Nantes Est soit reçue par la municipalité. Raymond LANNUZEL et Pierre RIOU ont participé au rassemblement de solidarité à l'appel de l'association le 18 février.

■ LUTTE OUVRIÈRE

Cynisme et démagogie

Hélène DEFRANCE n'en n'est pas à son coup d'essai mais en apparaissant au rassemblement de solidarité de la Souillarderie le 18 février au matin, elle a fait très fort ! D'abord en avouant qu'elle mettait les pieds pour la première fois sur le terrain (qu'elle qualifiera de "quart-monde", les familles qui y vivent apprécieront), en se lançant ensuite dans une tirade contre le gouvernement, la gauche et la municipalité confondus sans avancer la moindre proposition pour contribuer à résoudre la situation. En se pendant, pour finir, à chaque micro et caméra tendus par les quelques journalistes présents. Pour leur part, les élus communistes continueront de travailler avec les associations afin que soient trouvées des solutions dignes et humaines pour toutes les familles Roms.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



De nombreuses réunions sont programmées dans le cadre de la bataille du NON.

Saint Nazaire : 3 réunions de travail des communistes sont programmées pour animer la bataille du NON.

• 28 février : réunion des communistes du canton est, 18 heures à la section

• 2 mars : réunion des communistes du canton centre, 18 heures à la section

• 3 mars : réunion des communistes du canton ouest, 18 heures à la section.

Cheminots : Débat à 17h30 à la Manufacture des tabacs avec la participation de Gilles Bon-temps.

Bellevue à Nantes. Débat à 18 heures à la Maison des Citoyens avec la participation de Claude CONSTANT.

Couëron : salle de la fraternité à 18h30, le 15 mars.

Rezé : débat à 20 heures, salle Jean Jaurès.

Saint Joachim : les membres du comité de soutien qui s'était constitué lors des dernières élections municipales sur la commune sont invités à une soirée débat le vendredi 4 mars.

8 mars : la section de Saint-Nazaire du Parti communiste organise une réception conviviale dans ses locaux, 18 rue des Halles, à l'occasion de la journée internationale des Femmes.

FÊTE DES NOUVELLES 2005 AVEC MARIE GEORGE BUFFET



Ce sont les 14 et 15 mai que se déroulera l'édition 2005 de la Fête des Nouvelles au Parc Paysager de Saint-Nazaire. Ce grand rassemblement populaire, l'événement politique départemental du week-end de la Pentecôte, se tiendra à quelques jours, semaines au plus tard, du référendum sur le projet de constitution européenne. L'édition de notre fête annuelle sera donc le rassemblement du NON et de tous ceux et celles qui veulent construire une autre Europe.

La présence de Marie-George BUFFET, Secrétaire nationale du Parti Communiste Français, à Saint-Nazaire marquera la partie politique de la fête avec plusieurs temps forts.

Nos prochaines éditions ne manqueront pas de revenir sur le programme plus détaillé de la fête 2005 avec de bonnes surprises à attendre pour la partie spectacle. La fête 2005 s'annonce déjà grande, combative et festive.

SPÉCULATION IMMOBILIÈRE

Il devient de plus en plus difficile de trouver à se loger à des prix raisonnables. C'est la conclusion d'une récente enquête sur les prix de l'immobilier qui constate que les prix progressent de quelques 4,5% par an depuis la fin de la dernière décennie. Comment, dans ces conditions espérer, pour un jeune ménage, se loger ou s'installer en toute quiétude. La situation spéculative qui domine dans le domaine immobilier plombe en effet beaucoup de projets et risque de poser rapidement des difficultés nouvelles dans l'équilibre des territoires de l'aire métropolitaine. Nous reviendrons dans une prochaine édition sur le dossier du logement.



GROGNE SOCIALE À SAINT-NAZAIRE

Deux des grandes entreprises nazairiennes sont secouées par des mouvements sociaux. Du côté des Chantiers de l'Atlantique, après une série d'actions menées par le syndicat majoritaire, la CGT, l'ensemble des syndicats a engagé des actions communes contre le projet de réorganisation du temps de travail. Il est vrai que la direction ne cache pas ses intentions déclarant que ses propositions visent à faire une économie de 15% par rapport à la situation actuelle. C'est sur le dossier des salaires que la SEMT Piesltick est confrontée à un fort mécontentement du personnel. Malgré les bons résultats obtenus en 2004, la direction refuse d'écouter les salariés qui revendiquent une augmentation de 83 euros bruts mensuels.

LE NON DES RETRAITÉS CGT DE LA MÉTALLURGIE NANTAISE.

Lors de leur dernière assemblée générale, les retraités CGT de la métallurgie nantaise se sont prononcés contre le projet de constitution européenne, appelant à continuer le débat pour permettre aux syndiqués et au-delà de se mobiliser pour exiger des conditions de vie meilleure.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Gérant : CHENEAU Yannick

Commission paritaire : N°52987

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nla@wanadoo.fr

Ce numéro des Nouvelles de Loire Atlantique a été réalisé avec le concours :

BENÂTRE Marie-Annick

CHENEAU Yannick

DEJEU Michel

LUCAS Michel

MARTEL Jean-Paul

MARTIN Jean-Yves

SEASSAU Aymeric

VINCE Yann



Vite lu...

LE PETIT DÉCODEUR DE L'ADMINISTRATION

3 000 mots et expressions de l'administration sont maintenant décodables grâce à un ouvrage sorti en librairie ces derniers jours.

On pourrait peut-être y retrouver cette expression entendue ces derniers jours à Bercy : "Nous voilà arrivé à la période où le grand singe change d'arbre".

Il faut entendre par cette phrase : devant le scandale, Hervé GAYMARD vient d'être contraint de quitter son appartement de 600 m² au pied des Champs Élysées.

MAIS QUE FAIT LE MINISTRE ?

Hervé GAYMARD, pour s'excuser de n'avoir pas eu le temps de s'occuper lui-même de son logement, prétend qu'il fait 120 heures de travail par semaine.

Sachant qu'une semaine a 7 jours, qu'une journée ne fait que 24 heures, il reste au ministre un peu plus de 6 heures et demi (dimanche compris) par jour pour dormir, se laver, manger, etc. et le cas échéant s'occuper de sa femme et de ses 8 enfants. A ce tarif là, ce n'est pas ministre qu'il devrait être mais compétiteur sportif dans des épreuves de vitesse...

MINISTRES SDF

Les malheurs du Ministre des Finances ne font pas l'affaire de quelques uns de ses collègues qui se voient contraints de revoir leur copie à propos de leurs conditions de logement, dites "au frais de la princesse". Il ne faut pas voir pour cela une réforme profonde de la politique du logement de RAFFARIN qui laisse dans la rue ou dans des conditions d'insalubrité, des milliers de familles modestes.

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

Satisfaction.

Je suis satisfait de la nouvelle formule des Nouvelles qui permet de présenter un journal

moderne qui n'est plus dans sa forme, un simple bulletin d'information à usage interne au Parti mais utile à tous et en dehors des adhérents.

J'ai eu plaisir à découvrir

le nouveau journal et le site ce qui m'amène à formuler une proposition. Serait-il possible de mettre sur le site PCF44 chaque numéro des Nouvelles ? Voilà quelques observations qui ont valeur d'encouragement à tous ceux qui ont contribué aux 2 premiers numéros des Nouvelles et au lancement du site.

Yvon de Saint-Nazaire.

Réponse : Nous travaillons actuellement à mettre sur le site les Nouvelles afin de pouvoir d'une part, élargir le

champ des lecteurs mais également pouvoir réutiliser le cas échéant, les articles. Nous devrions y parvenir très rapidement.

Indignation

Je ne sais pas si les Nouvelles vont en parler mais je voulais faire part de mon indignation devant le non lieu prononcé à l'encontre de Jean TIBERI dans l'enquête sur les HLM de Paris et sur la remise en liberté de l'ancien préfet Jean Charles MARCHIANI, l'ami de PASQUA contre le verse-

ment d'une caution de 500 000 euros. Nous sommes vraiment dans une société de M... où il est préférable d'être riche et près du pouvoir plutôt que travailleurs et en difficultés en fin de mois.

Jean-Paul de Nantes.

Un journal plus départemental.

La nouvelle formule des Nouvelles rayonne beaucoup plus dans le département qu'auparavant et je m'en félicite. Une question néanmoins m'interpelle :

Comment puis-je faire pour donner des informations au journal afin que vous les diffusiez ?

Danièle de Rezé

Réponse : Toutes les informations qui peuvent nous être transmises seront les bienvenues en souhaitant bien évidemment qu'elles puissent entrer dans la grille actuelle du journal. Vous pouvez les envoyer directement au journal par courrier au 41 rue des Olivettes à Nantes ou par mail : nla@wanadoo.fr. Nos délais de fabrication étant relativement longs, n'hésitez pas à nous les envoyer rapidement.